

«O N NE DONNE pas assez la parole aux jeunes dans les quartiers », regrette Vincent. Ce jeune habitant d'Aulnay-sous-Bois, membre du collectif de rappers Némésis, participait hier au débat organisé dans les locaux de Banlieues bleues, à Pantin. L'initiative, lancée par le président (PCF) du conseil général, Hervé Bramy, a attiré des associatifs, des travailleurs sociaux, militants, élus... et beaucoup de jeunes. Et ça tombe bien, puisque la discussion a précisément tourné autour des aspirations des moins de 25 ans, avant de déboucher sur la constitution de trois groupes de travail chargés de faire des propositions.

Des rencontres ville par ville

Les aînés, moins timides, monopolisent un peu le micro au début, pour une sorte d'inventaire à la Prévert. Ainsi, le maire adjoint socialiste à la jeunesse d'Aubervilliers, Jacques Salvador, évoque la lutte contre la discrimination : « Il faudrait mettre en place une charte territoriale, pour dire qu'il n'est plus possible de refuser un logement ou une embauche à certains jeunes... » Une assistante sociale s'inquiète, elle, de l'augmentation du nombre de conseils de discipline dans les collèges : « C'est une

épreuve pour la famille et l'école. Le gamin est déscolarisé avant et après le conseil. » Mohamed Mechmache, du collectif Aclefeu (créé à Clichy-sous-Bois après les émeutes), appelle les jeunes « qui ne se reconnaissent pas dans cette société » à s'inscrire sur les listes électorales pour peser sur les prochains scrutins.

Et puis, Alem, 19 ans, prend la parole. La jeune fille, intimidée, lit un texte qu'elle a rédigé avec les autres stagiaires d'Odyssée, une structure d'insertion de Livry-Gargan. C'est une liste des problèmes qu'ils aimeraient voir disparaître. Les rapports conflictuels avec la police, la difficulté à trouver un logement, un emploi, les problèmes d'argent : « Nous n'avons pas de quoi manger le midi et payer nos titres de transport », explique-t-elle. Un peu plus tard, c'est Vanessa, étudiante infirmière, qui intervient : « Je crois en ce département. Mais je trouve qu'ici on en donne une image pessimiste. C'est vrai, il y a toute sorte de soucis. Et on nous renvoie toujours aux associations. Mais nous voulons nous en sortir par nous-mêmes. »

Au fil de la discussion, les mains sont toujours plus nombreuses à se lever. Horaires obligent, tout le monde ne peut pas parler. Hervé Bramy rappelle que de nouvelles rencontres vont être organisées, ville par ville. Une direction de la jeunesse va d'ailleurs être créée au conseil général, pour prendre en charge l'organisation de ces débats.

GWENAEL BOURDON

A Stains, les parents prennent la parole

TANDIS que les jeunes sont invités à prendre la parole dans tout le département, à Stains ce sont les parents qui ont été sollicités par le biais de cahiers d'expression citoyenne, lancés par la municipalité au lendemain des émeutes de l'automne.

Des ateliers ont été mis en place un après-midi par semaine à la Maison des parents, suivis par une quarantaine de mamans et quelques rares papas. L'occasion pour eux de rencontrer un juriste et de découvrir ce que la liberté, l'égalité et la fraternité, les trois pierres angulaires de la République française, signifient en droit. « On dit que nul n'est censé ignorer la loi, mais elle n'est pas à la portée de tout le monde, estime Marlène Treskow, responsable de la Maison des parents. Les familles sont très demandeuses d'information. Nous sommes d'ailleurs en train de rédiger une charte des droits et devoirs des parents. »

Les ateliers ont été très animés et on y a longuement discuté de citoyenneté, de laïcité, de dignité... « Ils étaient prévus de 14 heures à 16 heures et, à chaque fois, on a fini entre 17 heures et 17 h 30, explique Marlène Treskow. Les mamans allaient chercher leurs enfants à l'école et revenaient avec eux. Elles ont généralement un grand besoin de

parler, et de se faire entendre, mais, depuis les émeutes de novembre, c'est encore plus fort. Elles ont très mal vécu cette période et la façon dont on les a accusées de ne pas bien éduquer leurs enfants. Les mamans d'origine étrangère, en particulier. »

Comme Fatiha Zedgui, 40 ans et trois enfants : « J'ai rempli mon cahier jusqu'à la dernière ligne. Comme un cri de révolte. J'avais besoin de parler. Il y a en France trop de liberté et trop de problèmes. Il faudrait revenir à la vie d'avant, où il y avait de l'entraide, de la solidarité, plus d'égalité, moins de racisme. Moi, mes enfants, je sais où ils sont, ils ne sortent pas. C'est moi qui fais la loi. Nous devons être des exemples. »

« Bien sûr qu'il y a des parents négligents, mais, moi, je n'en connais pas de démissionnaires, insiste Marlène Treskow. Je ne vois que des parents parfois dépassés par leurs soucis, mais qui font tout pour s'en sortir. Et, plutôt que de les critiquer, c'est des médailles qu'il faudrait leur donner. Les ateliers d'expression leur ont fait du bien. Dans ces moments, ils se sentent citoyens à part entière. »

Le rendu des cahiers d'expression citoyenne aura lieu lors des assises de la ville, le 25 novembre.

ERIC BUREAU